# HISTOIRE ET PATRIMOINE : QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ?

**LE D^R SEIXAS** s'intéresse à la conscience historique des jeunes, aux liens entre les approches historiques et non-historiques au passé, à l'éducation et au perfectionnement professionnel des enseignants d'histoire, au programme d'études en histoire et à l'enseignement, et à la collaboration entre les écoles et les universités. Il a reçu de nombreuses subventions et bourses de recherche de la part du Programme des chaires de recherche du Canada, de la Fondation canadienne pour l'innovation, de la British Columbia Knowledge Development Fund, de la Spencer Foundation, du American Council of Learned Societies, du Hampton Fund et des Bourses de recherche Killam.

RÉSUMÉ

D'une certaine façon, l'« histoire » – en tant que recherche scientifique du passé se basant sur des preuves factuelles – et l'« héritage » – que l'on comprend comme un engagement émotionnel envers notre patrimoine national, familial et personnel – sont deux façons diamétralement opposée de comprendre le passé. Lorsque vient le temps de planifier des commémorations publiques ou d'établir des objectifs pédagogiques, ces approches entrent souvent en conflit. Cet article explore le rapport entre l'histoire et l'héritage à ce moment précis au Canada, alors que le Projet de la pensée historique n'existe désormais plus et que nous nous apprêtons à célébrer la Confédération. Cet article démontre le potentiel éducatif d'une réconciliation prudente et consciente de ces deux approches.

NOTE. Une version précédente de cet article a été présentée à *Tangible Pasts : Questioning Heritage Education*, Erasmus University, Rotterdam, 6 au 7 juin 2013.

## INTRODUCTION : UNE DICHOTOMIE OU UNE DIALECTIQUE ?

David Lowenthal a élaboré une définition dichotomique claire de la différence entre l'histoire et le patrimoine comme approches du passé. L'histoire, selon Lowenthal, est universellement accessible et vérifiable. Le patrimoine est « tribal, exclusif, patriotique, rédempteur, ou auto-agrandissant ». Le patrimoine ne compte pas « sur des faits vérifiables, mais sur des allégeances crédules ».[1]

Cette dichotomie mérite un examen plus attentif. Dans le langage courant, le patrimoine comprend la valorisation des vestiges et sites historiques, l'« expérience » sensorielle du passé que le contact avec les reliques et les sites peut générer, et donc un accent particulier sur la valeur de la conservation[2]. Une composante cruciale de la valeur du projet de patrimoine, est une notion que ces objets et ces sites « nous » appartiennent, c'est-à-dire à un groupe qui se définit soit par la nation, la région, l'ethnie ou la famille. C'est cette *appartenance* du « passé tangible » qui donne au patrimoine le pouvoir de conférer et de confirmer les identités de groupes. Le « patrimoine » est, dans ce sens, un « héritage »: un passé qui « nous » est légué (quelqu'en soit la définition), et lequel nous avons donc l'obligation de préserver pour ceux qui viendront après nous. Ce sont des forces émotionnelles

puissantes. En effet, ces impulsions individuelles et sociales d'aborder le passé de cette façon peuvent être considérées comme « *l'impératif du patrimoine* », lequel obtient son pouvoir de la quête d'identité dans un monde instable et qui évolue rapidement. Comme l'historienne néerlandaise Maria Grever et ses collègues l'ont exprimé, « Le patrimoine se réfère à des rencontres, des émotions et de la vénération, et non pas à des arguments ou à un examen ».[3]

En revanche, ceux qui sont engagés dans la discipline de l'histoire s'attendent à critiquer et à être critiqués, à questionner et à être questionnés : ces processus font partie de la discipline. La preuve, et non pas l'autorité, est le test critique de l'interprétation historique. En outre, nous nous attendons à ce que l'interprétation historique change, avec de nouveaux problèmes, de nouvelles questions et de nouvelles preuves.

Deux développements au cours de la dernière décennie au Canada ont placé la promotion du patrimoine national et l'enseignement de l'histoire en contraste. Tout d'abord, un gouvernement conservateur a supervisé l'expansion et le *re-branding* des musées nationaux du Canada : la création du Musée canadien de la guerre (ouvert en 2005) ainsi que la transformation du Musée canadien des civilisations en Musée canadien de l'histoire. Il y a aussi la planification et le financement sans précédent d'une série de commémorations nationales : la guerre de 1812, l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la Conférence de Charlottetown, la Confédération canadienne de 1867, et la bataille de la crête de Vimy en 1917. On pourrait voir ces développements comme un grand pas vers la promotion d'un patrimoine national puissant pour contrer les identités régionales et mondiales.

En même temps, et d'autre part, il y a eu une campagne nationale qui a connu un succès remarquable, et dont l'épicentre a été le Projet de la pensée historique (PPH), pour la construction de la pensée critique historique dans les programmes scolaires. Sous une forme ou une autre, au cours des trois ou quatre dernières années, des définitions explicites de la pensée historique ont été intégrées dans les programmes scolaires de la majorité des provinces canadiennes, et dans la plupart des nouveaux manuels d'histoire.[4]

Cette dernière évolution semble se trouver de l'autre côté de la fracture entre célébration du patrimoine et histoire critique. Une exploration de la situation actuelle au Canada peut servir comme le début d'une discussion sur la relation entre ces deux grandes idées que sont le patrimoine et l'histoire. Est-ce qu'elle s'emboîtent ? Peuvent-elles ? Devraient-elles ? Les objectifs de l'enseignement de l'histoire sont encadrés par ces questions.

## L'HISTOIRE DU CANADA

Le statut du Canada en tant que nation est, comme la plupart des autres dans le XXIe siècle, assez complexe. Pour ceux qui souhaitent promouvoir un patrimoine infusé d'émotion, cela pose problème. À l'intérieur des frontières de l'État souverain du Canada se trouve la *nation* francophone du Québec (reconnue comme tel par le Parlement en 2006) ainsi que plusieurs Premières *nations* autochtones. S'il est donc un État multinational, ses citoyens non-québécois et non-autochtones n'ont tout de même que le Canada à appeler leur propre pays. En plus de cela, les taux d'immigration au Canada, environ un quart de millions annuellement depuis 2006, sont parmi les plus élevés au monde.[5] Pour ceux qui sont à la recherche d'une variante de l'enseignement du patrimoine afin de consolider une identité canadienne cohérente qui appartienne à « nous » tous, cette situation démographique pourrait conduire soit à un redoublement des efforts, ou à l'abandon complet du projet.[6]

Les récits nationaux qui sont assez puissants pour consolider les identités s'appuient sur au moins trois éléments. Tout d'abord, il doit y avoir des caractéristiques et des valeurs qui peuvent revendiquer, de façon crédible, avoir persisté au cours des vicissitudes du temps.[7] Un peuple bien défini par la langue et l'origine ethnique a un avantage important ici. Une nation qui est définie par ses idéaux civiques doit relever un autre type de défi. Le Canada ne rentre pas dans le premier groupe, mais un ensemble d'idéaux civiques canadiens distincts et persistants n'est pas évident non plus. Dans une telle situation, l'identité nationale est susceptible de résider pour la plupart des citoyens dans les symboles et les icônes instables de la culture populaire, avec des références historiques obscures, s'il y en a (à savoir, la publicité de bière très populaire, « je suis Canadien »[8]).

Un point de consensus relativement à l'origine nationale est un deuxième élément nécessaire à la création d'un récit national puissant. Encore une fois, ceci est problématique pour le Canada. Les Premières nations affirment leur présence sur leurs terres « depuis des temps

immémoriaux ». Cette affirmation mythique pose le défi de la relation du mythe avec l'histoire et le patrimoine. Dans tous les cas, les migrations et les revendications autochtones donnent potentiellement au Canada une longue histoire, mais celle-ci est problématique en termes de son identité moderne.[9] Le Québec célèbre sa propre origine nationale avec la fondation de la colonie par Champlain en 1608.[10] L'origine du Canada est souvent attribuée à la Confédération en 1867, toutefois, comme Barbara Messamore l'a souligné, rien n'a vraiment changé à ce point : la date ne marque pas un changement radical dans l'autonomie du Canada ; ce n'était pas le moment où le Canada français et le Canada anglais se sont réunis sous une Constitution (l'Acte d'Union l'avait fait en 1840) ; ce n'était pas non plus le point où de nombreuses colonies séparées se sont réunies puisque seulement la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick se sont joints aux Canada Est et Ouest qui s'étaient unis précédemment.[11]

La résolution réussie des menaces, des luttes, des guerres et des conflits, et les héros à qui on peut attribuer ces succès, est un troisième élément nécessaire pour une bonne histoire nationale. Ainsi, la contribution du Canada à une victoire à la bataille de la crête de Vimy en 1917 est souvent présentée, *au Canada*, comme un moment d'auto-définition nationale. Mais elle a, elle aussi, une qualité éphémère, en ce qu'elle repose dans une large mesure sur l'idée que d'autres à l'extérieur du Canada reconnaissent cette victoire comme un tournant décisif dans la Première Guerre mondiale, ce qui n'est pas le cas (même Word ne semble pas le reconnaître).[12]

En 2012, le gouvernement conservateur canadien a fait la promotion innovante de la guerre de 1812 comme le point d'origine de l'identité nationale canadienne. Ce que la nation *n'est pas* est aussi crucial dans la définition de ce qu'elle *est*, et les guerres apportent des réponses claires et concrètes. L'ennemi, les États-Unis, est ce que nous ne sommes pas. Mais les commémorations de 1812 comme marquant l'origine du Canada étaient problématiques. L'ambiguïté entoure non seulement la « victoire » de manière rétrospective, mais aussi les protagonistes de l'époque : Alan Taylor l'a appelée « la guerre civile de 1812 », pointant vers des loyautés profondément divisées sur les deux côtés de la frontière.[13] En outre, comme le souligne Taylor, la guerre britannique contre les républicains américains a abouti à la montée en puissance des éléments anti-démocratiques dans les régimes coloniaux canadiens, l'abêtissement politique, et le retard économique, au moins jusqu'aux rébellions anti-élitistes de 1837 : pas vraiment un fier instant sur lequel élaborer une définition de l'identité nationale.

Mais les conservateurs sont tombés sur quelque chose offrant un certain potentiel : au-delà de 1812, il existe de nombreuses possibilités pour définir le Canada en contradistinction avec son allié le plus proche et son plus grand partenaire commercial, les États-Unis. En effet, l'idée du Canada *qui n'est pas comme* les États-Unis répond le plus parfaitement à la quête d'identité en tant que continuité dans le temps face au changement : (que ce soit par un forfait de la démocratie au 18e siècle, des ambitions impériales au 19e et 20e, ou un régime de soins de santé et des armes non contrôlées au 21e). Pourtant, même ceci contient une certaine ironie, en vue de la proximité géographique et culturelle des Américains, l'autre côté d'une frontière non défendue.

## IDENTITÉ NATIONALE, TRADITION, PATRIMOINE, HISTOIRE ET CONSCIENCE HISTORIQUE

Comme ce bref compte-rendu de l'énigme de l'identité canadienne le suggère, une discussion de la relation entre la *célébration du patrimoine et l'histoire critique* nécessite la mise en place de certains autres termes clés. La valeur du patrimoine à l'ère moderne est sa capacité à transmettre et à définir les *identités* collectives. On le voit bien dans les ressources consacrées à la préservation et à l'exposition d'objets dans les musées, la restauration des sites et monuments historiques, et la prise en charge à température contrôlée de documents fondateurs. Les monuments nationaux situés dans les centres politiques sont conçus pour inspirer la révérence et la contemplation envers la persistance, non pas de la puissance d'une administration particulière, d'un gouvernement ou d'un régime, mais plutôt d'une identité sous-jacente qui a réussi à survivre et à triompher face aux menaces extérieures, l'adversité et l'injustice. Quand ils font leur travail comme ils sont censés le faire, les monuments relient le visiteur individuel à un collectif plus large qui a persisté depuis un moment d'origine dans le passé à travers des luttes menant jusqu'au temps présent. Leur solidité viscérale, leur échelle et leur masse, d'ailleurs, offrent l'espoir de la continuité dans l'avenir. Le Washington Mall, les édifices du Parlement de Londres, la place Tiananmen et, oui, la Colline parlementaire du Canada, fonctionnent tous de cette manière. Des marches

de protestation et des manifestations gravitent aussi vers ces sites parce que ceux-ci expriment l'identité nationale de façon matérielle et spatiale. Quand la nation semble aller dans la mauvaise direction, lorsque les dirigeants accèdent au pouvoir de manière illégitime, lorsqu'il y a des torts à rectifier, ces sites deviennent des lieux d'expression et de conflit publics.

Le concept de *patrimoine* fonctionne de la même manière que l'identité nationale dans sa transmission d'une continuité dans un contexte de changement. À un moment donné dans le temps, la puissance de la tradition repose sur sa revendication de persistance et de longévité. Et pourtant, la recherche historique objective conteste une grande partie de ce que la culture populaire présente comme quelque chose d'établi depuis longue date : la tradition est, en fait, le produit d'une évolution lente à travers des changements au fil du temps, si elle n'est pas une invention pure et simple.[14] Mais plus les gens font l'expérience de conditions de vie changeantes, plus ils tentent de s'accrocher à quelque chose qui semble ne pas changer. Les traditions, comme le patrimoine, sont constituées d'idées, de coutumes, et de choses qui se transmettent au sein d'une communauté à travers les générations, établissant ainsi un naturel apparent, une ligne continue dans le temps, et aidant à maintenir les identités et des motifs familiers de la vie.[15] Les traditions sont donc les pratiques qui maintiennent les identités collectives ensemble. La qualité la plus importante d'une tradition est de sembler ne pas avoir changé.[16]

En revanche, la *conscience historique* émerge dans l'état « non naturel » de la modernité, où les liens qui unissent les générations et les communautés sont déchirés par les rapports capitalistes de production, les changements politiques et technologiques, et le déplacement des populations migrantes : tout ce qui est traditionnellement solide s'ébranle dans l'air moderne. La conscience historique est la prise de conscience que le monde de demain ne peut pas répliquer celui d'hier. Les traditions ossifiées et irréfléchies seront insuffisantes pour aider à comprendre et vivre dans ce genre d'avenir. Dans les mots de Gadamer, la conscience historique est « très probablement la révolution la plus importante parmi celles que nous avons subi depuis le début de l'époque moderne [...] un fardeau de l'ordre qui n'a jamais été imposé aux générations précédentes ». Et quel est ce fardeau ? C'est « le privilège de l'homme moderne d'avoir une pleine conscience de l'historicité du présent et la relativité de toutes les opinions ».[17] Comprendre notre distance face au passé, et être conscient que ceux qui ont vécu dans d'autres périodes étaient « dans un pays étranger », dont les valeurs et les croyances étaient radicalement différente du nôtre, crée cette « relativité de toutes les opinions ». Parce que nous comprenons que ces ancêtres ne pouvaient pas voir au-delà de leurs propres visions du monde limitées, notre l'étude du passé produit la réalisation que ceux qui viendront après nous se souviendront de notre époque « éclairée », comme étant tout aussi limitée, historiquement liée et biaisée.

Et si, paradoxalement, la conscience historique libère ses sujets des traditions, elle leur démontre en même temps qu'ils ne sont pas libres du tout. Même les gens modernes et historiquement conscients restent plongés dans les changements de l'histoire, dont les croyances, les coutumes, et la compréhension du monde sont, d'une certaine manière, fondamentales, et imperméables à l'analyse critique à distance. En regardant le passé, nous ne pouvons pas échapper aux lentilles de notre moment historique particulier : ce sont les seules lentilles que nous avons.

Si les « traditions » constituent une « relation naturelle » avec le passé où les identités collectives sont apparemment transmises de génération en génération, alors le « patrimoine » peut être considéré comme les pratiques qui visent à consolider ces relations dans le temps, comme dans notre temps présent, lorsque les traditions menaçent de changer trop rapidement.[18]

Pour récapituler l'argument : la continuité des traditions fournit les liens de solidarité de la communauté, à la fois horizontalement à un moment donné dans le temps, et verticalement, à travers les générations. Tant que les changements aux traditions sont moins apparents que les continuités, elles peuvent fonctionner de cette manière. Le rythme du changement dans la modernité, le mélange de différents groupes culturels, et, depuis la fin du XXe siècle, l'exposition globale vertigineusement accessible permise par les nouvelles technologies, constituent une menace apparemment rédhibitoire aux traditions « naturelles ». La conscience historique émerge dans ce contexte, promettant un degré de liberté face à ces traditions, une lentille critique qui inclut la compréhension du changement, même radical, dans le passé et donc dans l'avenir. Le revers de cette liberté est l'instabilité et l'incertitude. Mais la conscience

historique ne libère pas ses sujets de l'histoire : plutôt, elle offre la possibilité d'une *orientation* dans une histoire qui connaît une évolution rapide et qui, de par l'action humaine (entre autres), continuera de le faire.

Quelles sont, donc, les possibilités pour l'enseignement de l'histoire, lorsque nous examinons la fracture entre la célébration du patrimoine et l'histoire critique ? Les « guerres de l'histoire » que connurent les Etats-Unis, le Canada, le Québec et l'Australie, parmi d'autres juridictions, dans la fin des années 1990, pourraient être considérées comme un combat entre ces deux approches. Les enjeux sont élevés. D'une part, l'histoire à l'école peut démontrer aux jeunes comment une approche critique au passé peut fournir les outils les plus puissants pour nous orienter dans le temps. Sur le plan international, il existe un certain nombre d'initiatives allant dans cette direction.[19] Elles ratent la cible, cependant, si elles fournissent uniquement les outils essentiels sans aborder les questions d'identité, ce que Rüsen appelle l'orientation de la vie pratique dans le temps, et que le patrimoine et les traditions, soit dans les écoles ou à l'extérieur, ciblent directement.[20]

Si on aborde le problème histoire / patrimoine dans l'autre sens, les commémorations et les musées sont un autre genre d'occasion pour l'intersection des pratiques du patrimoine et de l'histoire critique. L'apport d'une composante disciplinaire critique aux célébrations publiques et aux rénovation de musées pourrait fournir une série d'événements et d'institutions beaucoup plus historiquement significatifs que les publicités de bière et le brandissement de drapeaux aux Olympiques.

## CONCLUSION

Dans un monde de mobilité, de distractions et de dislocation accélérées, la célébration du patrimoine offre une promesse simple mais séduisante de racines, de solidarité, d'appartenance et d'identité. Mais ce sont précisément les forces qui génèrent cette nécessité qui en font des solutions patrimoniales ahistoriques inadéquates pour le 21e siècle. Le patrimoine séparerait ce qui est « nôtre » de ce qui « n'est pas nôtre » et revendiquerait une connaissance privilégiée et un accès exclusif au premier. L'effondrement du passé dans le présent, le patrimoine fait miroiter la promesse de la préservation et des traditions comme des solutions à l'accélération du changement.

À notre époque, ce sont de fausses promesses : le monde se dirige dans la direction opposée. Ce qui est « nôtre » et « pas nôtre » s'entremêle ; le « nous » et le « eux » cohabitent. Ce que les jeunes ont besoin de comprendre sur l'identité n'est pas une question de pureté du sang ou de l'esprit, mais d'hétérogénéité et de multiplicité. Dans ces conditions, seule une compréhension de la malléabilité et du changement dans le temps pourra satisfaire la quête de racines. La solidarité devra être construite sur une plate-forme à la fois plus globale et plus locale que la nation du 19e siècle.

Dans un tel monde, une vision pour le patrimoine et l'enseignement de l'histoire commence à prendre forme. Elle se fonde sur le développement de la compréhension des outils disciplinaires et des pratiques critiques de l'histoire, tout en répondant aux questions urgentes posées par les besoins du patrimoine et de l'identité. Si c'est bien fait, les réponses à ces questions seront plus ouvertes, complexes et contestées que jamais. Les célébrations du patrimoine national seront ouvertes à la critique ; les monuments seront des sites de débat et de contestation ; les expositions de musée seront autoréflexives ; et les programmes scolaires permettront aux étudiants de faire face à cette complexité historique dans le domaine public. C'est là que réside le potentiel éducatif pour un rapprochement entre le patrimoine et l'histoire critique.

**NOTES**

[1] Lowenthal, D. (1996). *Possessed by the Past: The Heritage Industry and the Spoils of History*. New York: Free Press: 120-1 (traduction libre). Bien que j'utilise ceci comme entrée de jeu pour faire la distinction, personne, y compris Lowenthal, ne voit ceux-ci comme complètement dichotomiques.

[2] Van Boxtel, C., Klein, S., & Snoep, E. (Eds.). (2011). *Heritage Education: Challenges in Dealing with the Past*. Amsterdam: Netherlands Institute for Heritage (Erfgoed Nederland).

[3] Grever, M., de Bruijn, P., & van Boxtel, C. (2012). Negotiating historical distance: Or, how to deal with the past as a foreign country in heritage education. *Paedagogica Historica*, 48(6): 878 (traduction libre).

[4] Seixas, P. & Colyer, J. (2014) *Annual Report of the Historical Thinking Project*. www.historicalthinking.ca sous « Recherche et rapports ». Consulté le 3 juin 2014.

[5] La population totale au cours de cette période se comptait dans les 30 millions. Citoyenneté et Immigration Canada, Ottawa, 2 mars 2012, "News Release–Canada continued to welcome a high number of immigrants in 2011." http://www.cic.gc.ca/english/department/media/releases/2012/2012-03-02a.asp.

[6] Voir Kymlicka, W. (2001). *Politics in the Vernacular: Nationalism, Multiculturalism, Citizenship*. Oxford: Oxford University Press and Smith, A. (2007). Seven narratives in North American history: Thinking the nation in Canada, Quebec and the United States. Dans S. Berger (Ed.), *Writing the Nation*: 63-83. New York: Palgrave Macmillan.

[7] Pour une exploration perspicace de l'identité historique comme défi de la persistance à travers les changements au fil du temps, voir Lorenz, C. (2004). Towards a theoretical framework of comparing historiographies: Some preliminary considerations. Dans P. Seixas (Ed.), *Theorizing Historical Consciousness*: 25-48. Toronto: University of Toronto Press.

[8] www.youtube.com/watch?v=BRI-A3vakVg) (consulté le 07 01 2014).

[9] John Ralston Saul (2008) a tenté de redéfinir le Canada comme une « nation métisse », un mélange autochtone, français et anglais. Voir aussi Bouchard (2000) sur la définition de nations anciennes et nouvelles.

[10] Sur l'histoire, la mémoire et le récit au Québec, voir Létourneau, (2004).

[11] Messamore, B. (2012). *Teaching Confederation: the problem with simple*. Communication au congrès de l'Association d'études canadiennes/OHASSTA. Toronto: 23-24 novembre.

[12] Valpy, M. "Vimy Ridge: The Making of a Myth." The *Globe and Mail*, 1er avril 2007.

[13] Taylor, A. (2010). *The Civil War of 1812: American Citizens, British Subjects, Irish Rebels, & Indian Allies*. New York: Vintage (Random House).

[14] Hobsbawm, E., & Ranger, T. (Eds.). (1983). *The Invention of Tradition*. New York: Cambridge University Press.

[15] Avishai Margalit (2002) situe l'« éthique de la mémoire » dans l'obligation de commémorer les générations passées dans le cadre d'un contrat continu de la communauté qui sera rempli par le fait d'être commémoré par ceux de l'avenir.

[16] Notez que ceci est un sens différent de la « tradition » que celle évoquée par Gadamer ci-dessous.

[17] Gadamer, H.-G. (1987). The problem of historical consciousness. Dans P. Rabinow & W. M. Sullivan (Eds.), *Interpretive Social Science: A Second Look*: 82-140. Berkeley, CA: University of California Press: 89.

[18] Nora, P. (1996). *Realms of Memory: The Construction of the French Past*. (A. Goldhammer, Trans.). New York: Columbia University Press: 1.

[19] Par exemple, Reading Like a Historian aux États-Unis ; le nouveau Australian National Curriculum ; le Historical Thinking Project au Canada.

[20] Rüsen, J. (1993). *Studies in Metahistory*. Pretoria, South Africa: Human Sciences Research Council (plus spécifiquement le chapitre 9 : Paradigm shift and theoretical reflection in Western German historical studies). Voir aussi Megill, A. (1994). Joern Ruesen's theory of historiography: between modernism and rhetoric of inquiry. *History and Theory*, 31(1), 39-60. Dans les années 1990, les historiens clé de mémoire populaire–aux États-Unis, John Bodnar (1992). *Remaking America: Public Memory, Commemoration, and Patriotism in the Twentieth Century*. Princeton, NJ: Princeton University Press. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, Raphael Samuel (1994). *Theatres of Memory*. London, UK: Verso – considéraient les efforts du patrimoine vernaculaire de manière positive comme la démocratisation de l'histoire. Je parle des campagnes nationales du patrimoine lancées par le gouvernement, qui ont un *spin* substantiellement différent.